



PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

ARRÊTÉ
du 26 NOV. 2013

mettant la société SCI STRASBOURG BAYONNE en demeure
de respecter des dispositions de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2005 réglementant son installation
située 25-29, rue de Bayonne à Strasbourg

Le Préfet de la Région Alsace
Le Préfet du Bas-Rhin

- VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,
- VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 2005 autorisant la société SCI STRASBOURG BAYONNE à exploiter des entrepôts sis 25-29 rue de Bayonne à Strasbourg,
- VU les constats relevés par l'inspection des installations classées au cours de la visite d'inspection du 30 septembre 2013 sur site, faisant l'objet du rapport du 31 octobre 2013,
- CONSIDÉRANT que les organes de commande nécessaires à l'obturation du bassin de confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie doivent être dûment signalés conformément aux dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2005,
- CONSIDÉRANT que les organes de commande nécessaires à l'obturation du bassin de confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances conformément aux dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2005,
- CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas défini par consigne l'entretien et la mise en fonctionnement du dispositif de confinement contrairement aux dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2005,
- CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »,
- SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société SCI STRASBOURG BAYONNE est mise en demeure, pour l'installation qu'elle exploite au 25-29, rue de Bayonne à Strasbourg, de respecter sous un délai de 3 mois, à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé reprises ci-après :

Article 2 : Confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie

L'exploitant respecte les prescriptions suivantes de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 mai 2005.

« Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateur de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir du poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. »

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du Code de l'Environnement.

Article 4 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société SCI STRASBOURG BAYONNE.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
le Maire de STRASBOURG,
le Directeur départemental de la Sécurité Publique,
le Directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement Alsace (service de l'inspection des installations classées),
sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société SCI STRASBOURG BAYONNE.

Le Préfet
P. le Préfet,
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET

Délais et voies de recours

Article R. 514-3-1 du Code de l'environnement

Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative (Tribunal Administratif de Strasbourg): l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.